

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205405]

12 OCTOBRE 2017. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 874 (2016-2017) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 octobre 2017.

Discussion.

Vote.

30 MARS 2017. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Vu la Constitution, les articles 39 et 139;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, VIII, 4^o et 92bis, § 1^{er}, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 55bis, inséré par la loi du 5 mai 1993 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnées, l'article 1^{er}, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 28 avril 2014;

Vu le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnées, l'article 1^{er}, modifié par les décrets des 27 avril 2009 et 5 mai 2014;

Considérant les avis du Conseil d'Etat sur les avant-projets de décret respectifs de la Région wallonne (CE, avis 59/753/2/V du 17 août 2016) et de la Communauté germanophone (CE, avis 59.365/4 du 30 mai 2016), qui recommandent, dans le cadre d'élections simultanées, la conclusion d'un accord de coopération pour définir les modalités d'organisation des élections communales et provinciales sur le territoire de la Communauté germanophone;

Considérant la décision prise le 6 octobre 2016 lors de la séance conjointe du Gouvernement de la Communauté germanophone et du Gouvernement wallon, d'élaborer un accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif aux modalités d'organisation des élections provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de langue allemande;

Considérant qu'il y a lieu de définir de commun accord les modalités d'organisation des élections provinciales et communales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande;

la Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre des Pouvoirs locaux,

et

la Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone en la personne du Ministre-Président et en la personne de la Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Principes

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent accord de coopération porte sur les modalités d'organisation des élections simultanées communales et provinciales organisées conjointement par la Région wallonne et la Communauté germanophone le 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la compétence de la Région wallonne et de la Communauté germanophone de régler, chacune pour ce qui la concerne :

1^o les dispositions de fond applicables respectivement aux élections provinciales et communales et qui ne portent pas sur l'organisation au sens strict des élections simultanées visées à l'alinéa 1^{er} ;

2^o le contrôle des candidats, notamment en vue du contrôle des dépenses électorales visé à la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, sans préjudice de l'article 8;

3^o les recours dirigés contre les élections communales ou provinciales.

§ 2. Si, à la suite d'un ou de plusieurs recours dirigés contre les élections visées au paragraphe 1^{er}, l'organisation de nouvelles élections simultanées communales et provinciales s'avère nécessaire sur le territoire de la région de langue allemande, celles-ci sont également organisées conjointement par la Région wallonne et la Communauté germanophone selon les modalités prévues par le présent accord de coopération.

Art. 2. Les élections simultanées communales et provinciales sur le territoire de la région de langue allemande visées à l'article 1^{er} ont lieu selon le mode de scrutin électronique avec preuve papier.

Pour ces élections, le livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, ci-après dénommé « le Code », est applicable moyennant les adaptations prévues dans le présent accord de coopération, sans préjudice de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE II. — Modalités générales

Art. 3. Les habilitations gouvernementales visées aux articles L4112-5, alinéa 4, L4112-9, alinéa 1^{er}, L4112-17, § 1^{er}, L4121-3, § 6, alinéa 5, L4122-3, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2, L4122-5, § 1^{er}, alinéa 3, et § 5, L4122-6, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéas 2 et 4, L4122-8, § 2, L4123-1, § 3, L4123-2, § 3, alinéa 2, L4124-1, § 6, alinéa 1^{er}, L4125-1, § 5 et § 6, alinéa 2, L4125-5, § 7, alinéa 2, et § 8, L4125-10, § 1^{er}, *in fine*, L4131-4, § 1^{er}, alinéa 5, L4132-1, § 1^{er}, 7^o, et § 3, alinéa 1^{er}, L4133-2, § 3, alinéa 1^{er}, L4135-1, alinéa 1^{er}, L4135-3, § 3 à 5, L4135-4, alinéa 2, L4141-1, § 1^{er} à 3, L4142-4, § 5, alinéa 1^{er}, et § 6, alinéa 2, L4142-18, alinéa 1^{er}, L4142-24, *in fine*, L4143-3, § 2, alinéa 1^{er}, L4143-4, § 1^{er}, alinéa 2, L4145-2, § 2, L4145-5, § 3, alinéa 2, et L4145-16, § 1^{er}, alinéa 2, du Code sont exécutées conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 4. § 1^{er}. Les décisions visées aux articles L4122-6, § 2, alinéas 1^{er}, 3 et 5, et L4123-1, § 1^{er}, alinéa 2, du Code sont prises conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

En cas de désaccord entre le collège communal et le gouverneur de province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne sur la répartition des électeurs en sections et sur le choix des locaux conformément à l'article L4123-1, § 2, du Code, la décision est prise conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

La publication du communiqué visée à l'article L4124-1, § 2, du Code, la transmission des instructions visée à l'article L4125-10, § 1^{er}, du Code et la délivrance des cartes de légitimation visées à l'article L4143-8, § 1^{er}, alinéa 3, sont effectuées conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

§ 2. Le Gouvernement wallon ou son délégué et le Gouvernement de la Communauté germanophone ou son délégué signalent, chacun pour leur part, les éventuelles candidatures multiples conformément à l'article L4142-17 du Code.

Le traitement de données visé à l'article L4142-18, du Code est effectué sous le contrôle et la responsabilité du Gouvernement wallon ou de son délégué et du Gouvernement de la Communauté germanophone ou de son délégué, chacun pour ce qui les concerne.

Art. 5. § 1^{er}. Lors de la transmission de documents ou d'informations au Gouvernement ou à son délégué visées aux articles L4122-3, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 1^{er}, *in fine*, L4122-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, L4123-2, § 3, alinéa 1^{er}, L4125-1, § 6, alinéa 1^{er}, L4125-5, § 7, alinéa 4, L4142-17, L4142-24, *ab initio*, et L4145-16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code, une copie est simultanément transmise au Gouvernement de la Communauté germanophone ou à son délégué.

§ 2. Le Gouvernement wallon ou son délégué et le Gouvernement de la Communauté germanophone ou son délégué peuvent, chacun pour ce qui les concerne, requérir la transmission de résultats partiels visée à l'article L4112-21, § 1^{er}, du Code.

Art. 6. Dans la mesure où elles concernent les élections communales, les tâches dévolues au gouverneur de province visées aux articles, L4123-1, § 2, alinéa 1^{er}, et § 4, L4123-2, § 4 et L4143-3, § 2, alinéa 2, du Code sont exercées conformément aux instructions déterminées par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 7. § 1^{er}. Lors de la transmission de documents ou d'informations au gouverneur de province visée aux articles L4122-7, § 2, alinéa 2, L4122-35, alinéa 4, et L4124-1, § 4, alinéa 1^{er}, du Code, une copie est simultanément transmise au Gouvernement de la Communauté germanophone ou à son délégué.

§ 2. Les documents et informations visés aux articles L4145-16, § 3, alinéa 1^{er}, du Code sont transmis au Gouvernement de la Communauté germanophone ou à son délégué en lieu et place du gouverneur de province selon les modalités fixées dans lesdites dispositions et moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les cas où une personne est simultanément candidate aux élections provinciales et communales, le contrôle de ce candidat, notamment en vue du contrôle des dépenses électorales, est effectué exclusivement par la Commission régionale de contrôle de la Région wallonne selon les modalités fixées dans le Code.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté germanophone transmet un rapport sur les dépenses électorales des candidats aux élections communales au Président du tribunal de première instance de Namur, afin que celui-ci puisse l'intégrer dans son rapport dont question à l'article L4131-2 du Code.

Art. 9. Tous les frais découlant du choix du système électronique avec preuve papier et excédant le coût du vote papier sont à la charge exclusive de la Communauté germanophone, en ce compris les frais inhérents à la validation et aux recours éventuels.

Le coût du vote papier correspond au montant que paye la Région wallonne au prestataire qui fournit le papier destiné à la fabrication des bulletins de vote de toutes les circonscriptions électorales situées sur le territoire de la région de langue française.

Au plus tard le 30 mai de l'année qui suit les élections visées à l'alinéa 1^{er}, la Région wallonne verse à la Communauté germanophone un montant correspondant au nombre d'électeurs admis aux élections provinciales sur le territoire de la région de langue allemande multiplié par le coût du vote papier par électeur sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE III. — Modalités liées à l'utilisation du vote électronique avec preuve papier

Section 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 10. La Région wallonne et la Communauté germanophone, par la conclusion du présent accord de coopération, décident que, pour les circonscriptions électorales, les cantons électoraux et les communes situées sur le territoire de la région de langue allemande, il est fait usage du système de vote électronique avec preuve papier pour les élections provinciales et communales.

Art. 11. § 1^{er}. Un système de vote électronique avec preuve papier comprend, par bureau de vote :

- 1° une urne électronique avec un scanner;
- 2° plusieurs ordinateurs de vote équipés chacun d'un écran de visualisation tactile, d'une imprimante de bulletins de vote et d'un lecteur de cartes à puces;
- 3° un ordinateur pour le président avec une unité pour initialiser les cartes à puces;
- 4° un lecteur de code-barres pour la visualisation du contenu du code-barres par l'électeur;
- 5° des cartes à puces.

Chaque isolement du bureau de vote est équipé d'un ordinateur de vote.

Dans chaque bureau de vote, au moins un des isoloirs équipé d'un ordinateur de vote dispose également d'un lecteur de code-barres pour la visualisation du contenu du code-barres par l'électeur.

Chaque bureau de vote comporte une zone d'attente située à au moins un mètre de l'urne.

En outre, chaque bureau de canton et bureau communal dispose d'un ou de plusieurs systèmes électroniques de totalisation des votes émis dans les bureaux de vote qui relèvent de son ressort.

§ 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone déterminent de commun accord les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des ordinateurs de vote.

Les systèmes de vote électronique avec preuve papier, les systèmes électroniques de totalisation des votes et les logiciels électoraux visés aux articles 27 et 28 peuvent être utilisés uniquement s'ils sont conformes aux conditions générales d'agrément déterminées de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, qui garantissent en tout cas la fiabilité et la sécurité des systèmes, ainsi que le secret du vote.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, sur l'avis de l'organisme agréé à cette fin par eux, constatent cette conformité.

L'avis de l'organisme agréé est rendu public.

Art. 12. § 1^{er}. Les modalités d'achat du système visé à l'article 11, § 1^{er}, ainsi que de son entretien et de sa conservation sont fixées par la Communauté germanophone.

Pour l'achat, l'entretien et la conservation des systèmes électroniques de totalisation au niveau des cantons électoraux, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone concluent, le cas échéant avec les communes concernées, une convention fixant ces modalités.

§ 2. Les logiciels électoraux, les codes de sécurité, les cartes à puces, le papier électoral spécifique nécessaire à l'impression des bulletins de vote et les supports de mémoire sont fournis par le Gouvernement de la Communauté germanophone ou son délégué.

Les cartes à puces ainsi que le papier électoral récupéré dans les imprimantes ou non utilisé sont conservés dans les locaux de l'administration communale avec indication de leur origine. Les bulletins de vote trouvés dans l'urne, les bulletins de vote repris en vertu de l'article 20, § 2, les bulletins de vote émis à titre de test par le président ou les membres du bureau de vote avant l'ouverture du bureau, et les supports de mémoire utilisés sont conservés au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix, avec indication de leur origine, aussi longtemps que l'élection n'est pas définitivement validée ou annulée.

Art. 13. § 1^{er}. Sont pour moitié à charge des communes du territoire de la région de langue allemande et pour moitié à charge de la Province de Liège, les frais électoraux suivants :

- 1° les jetons de présence auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone;
- 2° les indemnités de déplacement auxquelles peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone;
- 3° les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, aux conditions déterminées de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone;

4° les primes d'assurance destinées à couvrir les dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone déterminent de commun accord les modalités selon lesquelles ces risques sont couverts.

§ 2. Les cloisons et les pupitres sont à charge des communes du territoire de la région de langue allemande, d'après les modèles approuvés de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

§ 3. Tous les autres frais électoraux sont à charge des communes du territoire de la région de langue allemande.

Art. 14. § 1^{er}. Lors de l'élection des membres des conseils provinciaux et communaux, le Parlement wallon et le Parlement de la Communauté germanophone peuvent désigner chacun un expert effectif et un expert suppléant.

Ces personnes forment le collège d'experts.

§ 2. Ces experts contrôlent lors des élections l'utilisation et le bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de vote et de dépouillement automatisés ainsi que les procédures concernant la confection, la distribution et l'utilisation des appareils, des logiciels et des supports d'information électroniques. Les experts reçoivent le matériel ainsi que l'ensemble des données, renseignements et informations utiles pour exercer un contrôle sur les systèmes de vote et de dépouillement automatisés.

Ils peuvent notamment vérifier la fiabilité des logiciels des machines à voter, la transcription exacte par l'urne électronique des suffrages exprimés ainsi que leur totalisation et la lecture optique des votes exprimés.

Ils effectuent ce contrôle à partir du quarantième jour précédant l'élection, le jour de l'élection et après celle-ci, jusqu'au dépôt du rapport visé au paragraphe 3.

§ 3. Au plus tard dix jours après la clôture des scrutins et en tout état de cause avant la validation des élections les experts remettent un rapport au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté germanophone ainsi qu'au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté germanophone. Leur rapport peut notamment comprendre les recommandations relatives au matériel et aux logiciels utilisés.

§ 4. Les experts sont tenus au secret. Toute violation de ce secret est sanctionnée, conformément à l'article 458 du Code pénal.

Section 2. — Du système de vote électronique avec preuve papier

Art. 15. Chaque compartiment-isoloir du bureau de vote est équipé d'un ordinateur de vote.

Art. 16. § 1^{er}. Avant de se rendre au compartiment-isoloir, l'électeur reçoit du président du bureau ou de l'assesseur que ce dernier désigne, une carte à puce que le président ou l'assesseur a préalablement initialisée et qui permet de voter une seule fois par élection pour laquelle l'électeur est convoqué.

§ 2. Pour exprimer son vote, l'électeur procède, obligatoirement, d'abord à l'introduction de la carte dans le lecteur prévu à cet effet, présent dans l'ordinateur de vote installé dans le compartiment-isoloir.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone fixent de commun accord l'ordre dans lequel les votes sont exprimés.

Lorsque les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, laissent à l'électeur le choix de la langue pour les opérations électorales, il est d'abord invité à accomplir ce choix; celui-ci est, après confirmation, définitif pour l'ensemble des opérations de vote.

§ 3. Dans tous les cas, l'écran de visualisation tactile affiche le numéro d'ordre et le sigle ou le logo de toutes les listes de candidats.

L'électeur indique, la liste de son choix par effleurement sur l'écran de visualisation tactile. Il peut également indiquer par un vote blanc qu'il ne désire apporter son vote à aucune des listes présentées.

Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran de visualisation affiche, pour cette liste, les nom et prénom des candidats, précédés d'un numéro d'ordre.

L'électeur exprime son vote par effleurement sur l'écran de visualisation tactile :

- 1° dans la case placée en tête de liste, s'il adhère à l'ordre de présentation des candidats;
- 2° dans les cases placées en regard d'un ou de plusieurs candidats de la même liste.

§ 4. Après que l'électeur a exprimé son vote conformément au paragraphe 3, il est invité à le confirmer. Cette confirmation clôt le vote de l'électeur pour l'élection considérée. Tant que le vote n'est pas confirmé, l'électeur peut recommencer l'opération de vote.

§ 5. Le cas échéant, l'électeur est invité ensuite, par une information apparaissant sur l'écran de visualisation, à voter selon la même procédure pour l'élection suivante.

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque l'électeur a voté pour l'ensemble des élections, un bulletin de vote est imprimé et mis à la disposition de celui-ci.

§ 2. Au sein d'une même circonscription électorale, quel que soit le vote de l'électeur, les dimensions du bulletin de vote imprimé sont identiques.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone déterminent de commun accord ces dimensions pour chaque circonscription électorale ainsi que les mentions imprimées sur le bulletin de vote.

§ 3. Le bulletin de vote imprimé comporte deux parties :

- 1° une partie indiquant, sous forme d'un code-barres bidimensionnel, le vote émis par l'électeur;
- 2° une partie indiquant sous forme dactylographiée, pour chaque type d'élection si tel est le cas, le vote émis par l'électeur. La partie dactylographiée sert uniquement à des fins de contrôle et d'audit.

§ 4. L'électeur plie ensuite régulièrement et durablement son bulletin de vote en deux parties, face imprimée vers l'intérieur afin de préserver le secret du vote.

Le bureau veille à ce que le secret du vote soit respecté.

§ 5. L'électeur retire la carte à puce du lecteur prévu à cet effet. Ni l'ordinateur de vote, ni la carte à puce ne conservent des données concernant le vote émis.

Art. 18. L'électeur a la possibilité, en lisant au moyen d'un lecteur spécifique mis à sa disposition, le code-barres visé à l'article 17, § 3, 1°, de visualiser sur un écran que le contenu de ce code-barres correspond au vote qu'il a émis sur l'écran pour chaque élection et qui est repris sous forme dactylographiée sur le bulletin de vote.

La visualisation se fait dans l'ordre selon lequel les votes ont été émis. Lors de cette visualisation, l'électeur ne peut pas modifier son vote.

Art. 19. L'électeur qui éprouve des difficultés à exprimer son vote peut se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien de son choix, selon les modalités fixées au titre III, livre Ier, chapitre III, de la quatrième partie du Code.

A défaut d'avoir opté pour un accompagnant de son choix, l'électeur qui éprouve des difficultés à exprimer son vote peut se faire assister par le président ou par un autre membre du bureau désigné par lui, à l'exclusion de témoins ou de toute autre personne.

Si le président ou un autre membre du bureau conteste la réalité de ces difficultés, le bureau statue et sa décision motivée est inscrite au procès-verbal.

Art. 20. § 1^{er}. Après qu'il a exprimé son vote, l'électeur sort de l'isoloir et se dirige vers l'urne avec son bulletin de vote toujours plié en deux ainsi que mentionné à l'article 17, § 4, alinéa 1^{er}.

Si un autre électeur est déjà présent devant l'urne afin d'y enregistrer son bulletin de vote, l'électeur patiente dans la zone d'attente visée à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4.

L'électeur remet ensuite la carte à puce au président du bureau ou à l'assesseur désigné par celui-ci, scanne le code-barres de son bulletin et insère enfin celui-ci dans l'urne.

§ 2. Le bulletin de vote est annulé :

1° si l'électeur déplie son bulletin de vote en sortant du compartiment-isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. Il en est de même si l'électeur a apporté extérieurement des marques ou des inscriptions sur son bulletin de vote;

2° si, à la suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré le bulletin de vote qui lui a été remis;

3° si, pour une raison technique quelconque, l'impression du bulletin de vote s'est révélée impossible totalement ou en partie;

4° si, lors d'une visualisation par l'électeur à l'écran du contenu du code-barres conformément à l'article 18 celui-ci constate une différence entre cette visualisation apparaissant à l'écran et la mention du vote émis telle que imprimée sur le bulletin de vote;

5° si la lecture du code-barres par l'urne électronique n'est pas possible.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'annulation peut être prononcée après une décision du bureau en ce sens.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'électeur est invité à recommencer son vote au moyen d'une nouvelle carte à puce. De même si un électeur a détérioré, avant son vote, par inadvertance la carte à puce qui lui a été remise, il lui est fourni une nouvelle carte à puce.

Le président inscrit sur les bulletins pliés repris en exécution de l'alinéa 1^{er}, la mention : "Bulletin repris" et y ajoute son paraphe.

Art. 21. § 1^{er}. A l'issue du scrutin, le président du bureau de vote rend l'appareil de vote inopérant pour des votes ultérieurs. Les données relatives au vote sont toujours enregistrées sur deux supports de mémoire.

Les bulletins de vote sont ensuite placés dans une enveloppe ou dans un format correspondant adapté qui est scellée. Cette enveloppe porte en suscription la mention du contenu, la date de l'élection, l'identification du bureau de vote et du canton électoral. Elle porte au verso la signature du président, des membres du bureau et s'ils en formulent le souhait, des témoins.

Les données relatives au vote d'un bureau de vote donné ne peuvent pas être divulguées.

§ 2. Deux supports de mémoire sont établis, un original destiné au bureau de canton et un original destiné au bureau communal.

L'original destinée au bureau de canton constitue également copie pour le bureau communal au cas où la lecture de l'original lui destiné en vertu de l'alinéa précédent suscite des difficultés et vice versa.

Art. 22. Les supports de mémoire sont placés dans une enveloppe portant en suscription la mention du contenu, la date de l'élection, l'identification du bureau de vote et du canton électoral. L'enveloppe est scellée et porte au verso la signature du président, des membres du bureau et s'ils en formulent le souhait, des témoins.

Art. 23. Le procès-verbal du bureau de vote est rédigé séance tenante. Il mentionne par élection le nombre de votes enregistrés, le nombre d'électeurs présents et le nombre de bulletins de vote repris en vertu de l'article 20, § 2.

Sont également mentionnés au procès-verbal, le cas échéant, les difficultés et incidents survenus au cours des opérations de vote. Les bulletins de vote repris en vertu de l'article 20, § 2, d'une part, et les bulletins de vote, visés à l'article 26, alinéa 1^{er}, 3°, émis à titre de test par le président ou les membres du bureau de vote avant l'ouverture du bureau aux électeurs, d'autre part, sont placés dans des enveloppes scellées distinctes qui sont jointes au procès-verbal.

Les cartes à puces ainsi que le papier électoral encore présent dans les imprimantes de vote ou non utilisé sont placés dans une enveloppe scellée qui est remise par le président du bureau de vote à un responsable désigné par le collège communal de la commune. Cette dernière action peut se dérouler avec l'aide de ce responsable.

Art. 24. Le procès-verbal et les enveloppes annexées, l'enveloppe contenant les bulletins de vote trouvés dans l'urne ainsi que les supports de mémoire sont remis sans délai par le président du bureau de vote, contre récépissé, au président du bureau de canton, sauf l'enveloppe contenant l'original du support de mémoire destiné au président du bureau communal, lequel est remis, contre récépissé, au président de ce bureau par le président du bureau de vote ou par un assesseur désigné par lui.

Section 3. — Dispositions particulières pour le vote

Art. 25. Dans les bureaux de vote où il est fait usage d'un système de vote électronique avec preuve papier :

1° par dérogation à l'article L4143-3, § 1^{er}, et à l'article L4111-2 du Code, le nombre maximum d'électeurs par compartiment-isoloir est porté à deux cents-dix. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone peuvent, de commun accord, augmenter le nombre d'électeurs par compartiment-isoloir sans dépasser la limite de trois cents électeurs;

2° par dérogation à l'article L4125-1, § 3, 1°, et § 4, première phrase, et à l'article L4125-5, § 1^{er} à § 4, du Code les bureaux de vote où sont inscrits plus de huit cents électeurs comprennent outre le président et le secrétaire, un secrétaire-adjoint justifiant d'une expérience en informatique ainsi que cinq assesseurs et cinq assesseurs suppléants; les dispositions des articles 104 et 199 du Code électoral s'appliquent au secrétaire-adjoint;

3° par dérogation à l'article 142, alinéas 1^{er} et 2, du Code électoral, les heures d'ouverture des bureaux de vote sont prolongées jusqu'à 15 heures.

Dans ce cas, les jetons de présence du président et des autres membres de ces bureaux sont majorés de 50 pour cent.

Dans le cas visé au point 3° de l'alinéa 1^{er}, les instructions aux électeurs sont adaptées de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 26. Dans les bureaux de vote où il est fait usage d'un système de vote électronique avec preuve papier, préalablement à l'ouverture du bureau aux électeurs :

1° le président vérifie que le bac de l'urne destiné à contenir les bulletins de vote émis par les ordinateurs de vote est vide et scelle l'urne;

2° le président vérifie que le compteur de nombre des votes enregistrés se trouve à zéro;

3° le président ou les membres du bureau effectuent, sur chaque ordinateur de vote, un vote à titre de test afin de vérifier que l'ordinateur de vote fonctionne correctement. Les bulletins de vote imprimés portant les suffrages émis à titre de test sont uniquement lus avec le lecteur de code-barres, visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, qui est présent dans un des isolements et ne sont ni scannés par l'urne électronique ni déposés dans celle-ci. Ces votes à titre de test sont placés dans l'enveloppe prévue à cet effet.

Outre les documents prescrits pour l'élection concernée, un exemplaire du présent accord de coopération est déposé dans le bureau de vote et un second exemplaire est mis à la disposition des électeurs dans la salle d'attente. L'ensemble des listes de candidats présentés pour chacune des élections sont affichées dans chaque bureau de vote sur un panneau destiné à cet effet. Ces listes sont également apposées dans chaque isolement.

Section 4. — Des opérations préalables à l'élection

Art. 27. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone élaborent de commun accord les logiciels électoraux destinés aux bureaux de circonscription électorale, aux bureaux de canton et aux bureaux de vote.

Dans la semaine qui suit le jour des élections, le logiciel de vote est publié sur le site internet du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 28. § 1^{er}. Dès l'arrêt définitif des listes de candidats, ou en cas d'appel, dès que le bureau a pris connaissance de la décision de la cour d'appel ou du Conseil d'Etat, les présidents des bureaux communaux transmettent ces listes et le numéro qui leur a été attribué au Gouvernement de la Communauté germanophone. Pour l'élection provinciale, le président du bureau du district électoral d'Eupen transmet ces données au Gouvernement wallon.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être transmises par voie numérique selon les conditions fixées par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

§ 2. Les documents reproduisant l'ensemble des numéros d'ordre et sigles ou logos des listes présentées et les listes de candidats, tels que le logiciel les fera apparaître à l'écran de visualisation, sont soumis à l'approbation du président du bureau communal ou de district, selon l'élection concernée. Celui-ci vérifie la concordance de ces documents avec le procès-verbal d'arrêt définitif des listes de candidats. Chaque président valide les documents après avoir fait procéder, le cas échéant, aux corrections nécessaires et retourne les documents validés au Gouvernement concerné.

Le Gouvernement concerné fait établir les supports de mémoire destinés à la totalisation des votes par les bureaux communaux, de canton et de district, selon l'élection concernée, ainsi que les supports de mémoire destinés aux bureaux de vote.

§ 3. Les supports de mémoire destinés aux bureaux de vote placés sous enveloppe scellée par bureau communal, de district, de canton et de vote sont remis contre récépissé aux présidents des bureaux communaux, de district et de canton au moins trois jours avant l'élection. Chaque enveloppe porte en suscription l'identification du bureau correspondant. Une enveloppe scellée distincte par bureau et remise également contre récépissé aux présidents des bureaux communaux, de district et de canton contient les éléments de sécurité nécessaires pour l'utilisation des supports de mémoire.

Le président du bureau communal remet contre récépissé à chaque président de bureau de vote de son ressort, les enveloppes qui le concernent, la veille de l'élection.

Les enveloppes reprenant les supports de mémoire et celles reprenant les éléments de sécurité destinés aux bureaux de vote sont transmis par le Gouvernement de la Communauté germanophone aux présidents des bureaux communaux, lesquels se chargent de la remise de ces enveloppes aux présidents des bureaux de vote conformément à l'alinéa 2.

Section 5. — Des opérations de totalisation des votes

Art. 29. Le président du bureau de canton ou communal, selon le cas, procède, dès réception des supports de mémoire provenant du bureau de vote, à l'enregistrement du support original sur le support de mémoire destiné à la totalisation des votes.

Si l'enregistrement au moyen du support de mémoire original se révèle impossible, le président du bureau requiert, selon le cas, du bureau communal ou de canton concerné la fourniture de son support de mémoire original et recommence l'opération d'enregistrement au moyen de ce support.

Si cette opération se révèle également impossible, le président requiert de la commune concernée la fourniture d'une urne électronique et d'un ordinateur de président, visés à l'article 11. Il procède à un enregistrement complet, au moyen du lecteur de l'urne, du code-barres présent sur chaque bulletin de vote placé dans l'enveloppe visée à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2.

L'enregistrement du bureau de vote terminé, le président replace les bulletins dans l'enveloppe visée à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, et scelle à nouveau celle-ci. Il procède ensuite à l'enregistrement du nouveau support de mémoire ainsi constitué.

Art. 30. La proclamation par le président du bureau de canton ou par le président du bureau communal de résultats partiels obtenus par les listes peut intervenir après l'enregistrement d'au moins dix bureaux et par la suite de dix bureaux de vote supplémentaires et ainsi de suite jusqu'à enregistrement de tous les bureaux de vote.

Art. 31. Lorsque les résultats de tous les bureaux de vote ont été enregistrés et totalisés, le président du bureau de canton et le président du bureau communal procèdent à l'impression du procès-verbal et du tableau de recensement des votes dont les modèles sont fixés de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Art. 32. § 1^{er}. Le procès-verbal et le tableau de recensement, signés par le président, les autres membres et les témoins du bureau, sont placés sous enveloppe scellée dont la suscription indique le contenu.

Cette enveloppe ainsi que celles contenant les procès-verbaux des bureaux de vote sont réunies en un paquet scellé que le président du bureau fait parvenir, dans les vingt-quatre heures, selon le cas:

1° au président du bureau de district pour l'élection du conseil provincial;

2° au Gouvernement de la Communauté germanophone, pour l'élection des membres du conseil communal.

§ 2. Les supports de mémoire provenant des bureaux de vote ainsi que ceux utilisés par le bureau pour la totalisation des votes sont remis, contre accusé de réception, aux fonctionnaires délégués du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone dès que l'élection est définitivement validée ou annulée. Ces fonctionnaires procèdent à l'effacement des supports de mémoire et constatent par écrit que cet effacement a été effectué.

§ 3. Dès que l'élection a été définitivement validée ou annulée, les bulletins de vote trouvés dans les urnes conservées au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix, sont détruits.

§ 4. Dès que l'élection a été définitivement validée ou annulée, les bulletins de vote repris ainsi que ceux émis à titre de test, conservés au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix, sont détruits.

§ 5. Dès que l'élection a été définitivement validée ou annulée, le papier électoral récupéré dans les imprimantes est détruit par un fonctionnaire de l'administration communale où ce papier est conservé. Un procès-verbal de cette destruction est rédigé.

Section 6. — Dispositions finales

Art. 33. La contrefaçon des supports de mémoire, des bulletins de vote et des cartes à puces est punie comme faux en écritures publiques.

Art. 34. L'article 200 du Code électoral s'applique à l'altération frauduleuse des systèmes de vote et de totalisation ainsi que des supports de mémoire, des cartes à puces et des bulletins de vote.

Art. 35. Ne sont pas applicables aux cantons électoraux où un système de vote électronique avec preuve papier est mis en place les articles L4143-21, § 1^{er} à 6, L4143-23, L4143-28, § 1^{er}, L4125-12, § 5, L4125-13, L4144-2, L4144-3 à 8, L4144-9 à 12, L4142-38, § 1^{er} et 4, L4111-2, L4143-1 et 2, L4125-12, § 4, L4144-6, L4143-1 et 2 et L4144-6, alinéa 1^{er}, du Code.

Art. 36. § 1^{er}. Pour l'application du présent accord, il y a lieu, dans les articles L4145-3, § 1^{er}, alinéa 2 et L4145-12, § 1^{er}, du Code, de remplacer le mot « bulletins » par le mot « suffrages ».

§ 2. Les articles 204, 205 et 206 du Code électoral sont applicables aux infractions visées aux articles 33 et 34.

Art. 37. Ne sont pas applicables aux collèges électoraux communaux où un système de vote électronique avec preuve papier est mis en place :

1° les articles L4142-38, § 1^{er}, § 2, alinéa 2, et § 3 et 4, L4142-41, § 1^{er}, L4143-21, § 1^{er} et 4 à 7, L4143-27, L4144-3 à 13, du Code;

2° les dispositions de la Quatrième Partie, Livre I^{er} Code en ce qu'elles concernent les bulletins de vote et les bureaux de dépouillement.

Art. 38. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone adaptent de commun accord les instructions pour l'électeur concernant les élections au niveau des cantons électoraux et des collèges électoraux communaux.

CHAPITRE IV. — *Suivi et évaluation*

Art. 39. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone mettent en place un comité de suivi et des services d'échanges de savoir faire en vue de favoriser la bonne gestion de ces élections simultanées au profit de tous les acteurs de ces processus (électeurs, communes, bureaux électoraux).

Ce comité de suivi est également en charge de la conception des mesures d'exécution dont les gouvernements auront précisé le contenu.

Art. 40. L'exécution du présent accord de coopération fait l'objet d'une évaluation conjointe par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, incluse dans le rapport prévu à l'article L4146-24 du Code.

Fait à Namur, le 30 mars 2017, en six exemplaires originaux en français et en allemand.

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
I. WEYKMANS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205405]

12. OKTOBER 2017 — Dekret zur Zustimmung zum am 30. März 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - Dem am 30. März 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet wird zugestimmt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Oktober 2017

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung

P.-Y. JÉHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments 874 (2016-2017) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Oktober 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

30. MÄRZ 2017 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

Aufgrund der Artikel 39 und 139 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6 § 1 VIII. Nummer 4 und 92bis § 1, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1, abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2009 und 28. April 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1, abgeändert durch die Dekrete vom 27. April 2009 und 5. Mai 2014;

In Erwägung der Gutachten des Staatsrats über die jeweiligen Dekretvorentwürfe der Wallonischen Region (Staatsrat, Gutachten 59.753/2/V vom 17. August 2016) und der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Staatsrat, Gutachten 59.365/4 vom 30. Mai 2016), welche die Empfehlung aussprechen, im Rahmen gleichzeitiger Wahlen ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen, um die Modalitäten für die Durchführung der Gemeinde- und Provinzialwahlen auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft festzulegen;

In Erwägung des Beschlusses vom 6. Oktober 2016 anlässlich der gemeinsamen Sitzung der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Regierung, ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Modalitäten für die Durchführung der Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet auszuarbeiten;

In Erwägung der Tatsache, dass die Modalitäten für die Durchführung der Provinzial- und Gemeindewahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet einvernehmlich festzulegen sind;

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in Person des Ministerpräsidenten und in Person des Ministers, dessen Zuständigkeiten die lokalen Behörden umfassen,

Und

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Person des Ministerpräsidenten und in Person der Ministerin, deren Zuständigkeiten die lokalen Behörden umfassen,

Vereinbaren Folgendes :

KAPITEL 1 — Grundsätze

Artikel 1. § 1 - Gegenstand des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind die Modalitäten für die Durchführung der gleichzeitigen Gemeinde- und Provinzialwahlen, die von der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet gemeinsam abgehalten werden.

Absatz 1 ist anwendbar unbeschadet der Zuständigkeit der Wallonischen Region bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft, jede für ihren Teil, für die Regelung:

1. der inhaltlichen Bestimmungen, die auf die Provinz.- bzw. Gemeindewahlen anwendbar sind und nicht die Durchführung der gleichzeitigen Wahlen im engeren Sinne gemäß Absatz 1 betreffen,

2. der Überprüfung der Wahlkandidaten insbesondere hinsichtlich der Kontrolle der Wahlausgaben gemäß dem Gesetz vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte, unbeschadet des Artikels 8,

3. der Einsprüche gegen die Gemeinde- oder Provinzialwahlen.

§ 2 - Wenn sich infolge eines oder mehrerer Einsprüche gegen die Wahlen gemäß § 1 die Durchführung neuer gleichzeitiger Gemeinde- und Provinzialwahlen auf dem deutschen Sprachgebiet als notwendig erweist, werden diese ebenfalls durch die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft gemäß den Modalitäten dieses Zusammenarbeitsabkommens gemeinsam durchgeführt.

Art. 2. Die gleichzeitigen Gemeinde- und Provinzialwahlen auf dem deutschen Sprachgebiet gemäß Artikel 1 werden als elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung durchgeführt.

Bei diesen Wahlen ist das Buch I des vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, hiernach "Kodex" genannt, unter Berücksichtigung der in diesem Zusammenarbeitsabkommen vorgesehenen Anpassungen unbeschadet des Artikels 1 § 1 Absatz 2 anwendbar.

KAPITEL 2 — Allgemeine Modalitäten

Art. 3. Die Regierungsermächtigungen gemäß Artikel L4112-5 Absatz 4, L4112-9 Absatz 1, L4112-17 § 1, L4121-3 § 6 Absatz 5, L4122-3 § 2 Absatz 2 und § 3 Absatz 2, L4122-5 § 1 Absatz 3 und § 5, L4122-6 § 1 Absatz 2 und § 2 Absätze 2 und 4, L4122-8 § 2, L4123-1 § 3, L4123-2 § 3 Absatz 2, L4124-1 § 6 Absatz 1, L4125-1 § 5 und § 6 Absatz 2, L4125-5 § 7 Absatz 2 und § 8, L4125-10 § 1 *in fine*, L4131-4 § 1 Absatz 5, L4132-1 § 1 Nummer 7 und § 3 Absatz 1, L4133-2 § 3 Absatz 1, L4135-1 Absatz 1, L4135-3 § 3 bis 5, L4135-4 Absatz 2, L4141-1 § 1 bis 3, L4142-4 § 5 Absatz 1 und § 6 Absatz 2, L4142-18 Absatz 1, L4142-24 *in fine*, L4143-3 § 2 Absatz 1, L4143-4 § 1 Absatz 2, L4145-2 § 2, L4145-5 § 3 Absatz 2 und L4145-16 § 1 Absatz 2 des Kodex werden gemeinsam von der Wallonischen Regierung und von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgeführt.

Art. 4. § 1 - Die Entscheidungen gemäß Artikel L4122-6 § 2 Absätze 1, 3 und 5 und L4123-1 § 1 Absatz 2 des Kodex werden gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft getroffen.

Kommt es hinsichtlich der Aufteilung der Wähler in Sektionen und der Bestimmung der Wahllokale gemäß Artikel L4123-1 § 2 des Kodex zu keiner Übereinstimmung zwischen dem Gemeindegremium und dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten, wird die Entscheidung gemeinsam durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft getroffen.

Die Veröffentlichung der Mitteilung gemäß Artikel L4124-1 § 2 des Kodex, die Übermittlung der Anweisungen gemäß Artikel L4125-10 § 1 des Kodex und die Ausstellung der Legitimationskarten gemäß Artikel L4143-8 § 1 Absatz 3 werden gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchgeführt.

§ 2 - Die Wallonische Regierung oder ihr Beauftragter und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihr Beauftragter melden jeweils die eventuellen Mehrfachkandidaturen gemäß Artikel L4142-17 des Kodex.

Die Datenverarbeitung gemäß Artikel L4142-18 des Kodex erfolgt unter der jeweiligen Kontrolle und Verantwortung der Wallonischen Regierung oder ihres Beauftragten und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihres Beauftragten.

Art. 5. § 1 - Bei der Übermittlung von Dokumenten oder Informationen an die Regierung oder an ihren Beauftragten gemäß Artikel L4122-3 § 2 Absatz 1 und § 3 Absatz 1 *in fine*, L4122-6 § 1 Absatz 1, L4123-2 § 3 Absatz 1, L4125-1 § 6 Absatz 1, L4125-5 § 7 Absatz 4, L4142-17, L4142-24 *ab initio* und L4145-16 § 1 Absatz 1 des Kodex wird gleichzeitig eine Kopie an die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder an ihren Beauftragten übermittelt.

§ 2 - Die Wallonische Regierung oder ihr Beauftragter und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihr Beauftragter können jeweils die Übermittlung von Teilergebnissen gemäß Artikel L4112-21 § 1 des Kodex beantragen.

Art. 6. Sofern sie die Gemeindewahlen betreffen, werden die Aufgaben des Provinzgouverneurs gemäß Artikel L4123-1 § 2 Absatz 1 und § 4, L4123-2 § 4 und L4143-3 § 2 Absatz 2 des Kodex gemäß den Anweisungen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgeführt.

Art. 7. § 1 - Bei der Übermittlung von Dokumenten oder Informationen an den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4122-7 § 2 Absatz 2, L4122-35 Absatz 4 und L4124-1 § 4 Absatz 1 des Kodex wird gleichzeitig eine Kopie an die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder an ihren Beauftragten übermittelt.

§ 2 - Die Dokumente und Informationen gemäß Artikel L4145-16 § 3 Absatz 1 des Kodex werden der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihrem Beauftragten an Stelle des Provinzgouverneurs gemäß den in den genannten Bestimmungen festgelegten Modalitäten und unter Berücksichtigung der notwendigen Anpassungen übermittelt.

Art. 8. § 1 - Wenn eine Person gleichzeitig für die Provinzial- und Gemeindewahlen kandidiert, erfolgt die Überprüfung dieses Kandidaten insbesondere hinsichtlich der Kontrolle der Wahlausgaben ausschließlich durch die regionale Kontrollkommission der Wallonischen Region gemäß den Modalitäten des Kodex.

§ 2 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft übermittelt einen Bericht über die Wahlausgaben der Gemeindegewahlkandidaten an den Präsidenten des Gerichts erster Instanz in Namur, damit er diesen in seinen Bericht gemäß Artikel L4131-2 des Kodex aufnehmen kann.

Art. 9. Alle Kosten im Zusammenhang mit der Entscheidung für die elektronische Wahl mit Papierbescheinigung, welche die Kosten einer Papierwahl übersteigen, sind ausschließlich von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu tragen, die Kosten der Validierung und eventueller Einsprüche inbegriffen.

Die Kosten einer Papierwahl entsprechen dem Betrag, den die Wallonische Region dem Dienstleister zahlt, der das Papier für die Herstellung der Stimmzettel aller Wahlkreise auf dem französischen Sprachgebiet liefert.

Spätestens am 30. Mai des Jahres nach den Wahlen gemäß Absatz 1 überweist die Wallonische Region der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Betrag, welcher den Kosten einer Papierwahl pro Wähler auf dem französischen Sprachgebiet, multipliziert mit der Anzahl der auf dem deutschen Sprachgebiet zu den Provinzialwahlen zugelassenen Wähler, entspricht.

KAPITEL 3 — Modalitäten zur Nutzung der elektronischen Wahl mit Papierbescheinigung

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 10. Die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft beschließen durch den Abschluss des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, dass für Wahlkreise, Wahlkantone und Gemeinden, die sich im deutschen Sprachgebiet befinden, bei den Provinzial- und Gemeindewahlen ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung benutzt wird.

Art. 11. § 1 - Ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung umfasst pro Wahlbüro:

1. eine elektronische Urne mit einem Scanner,
2. mehrere Wahlcomputer, die jeweils mit einem Berührungsbildschirm, einem Drucker für die Stimmzettel und einem Chipkartenleser ausgestattet sind,
3. einen Computer für den Vorsitzenden mit einer Einheit zur Initialisierung der Chipkarten,
4. einen Barcodeleser für die Visualisierung des Inhalts des Barcodes durch den Wähler,
5. Chipkarten.

Jede Wahlkabine ist mit einem Wahlcomputer ausgestattet.

In jedem Wahlbüro befindet sich in mindestens einer Wahlkabine neben einem Wahlcomputer auch ein Barcodeleser für die Visualisierung des Inhalts des Barcodes durch den Wähler.

Jedes Wahlbüro verfügt über einen Wartebereich, der mindestens einen Meter von der Urne entfernt ist.

Darüber hinaus verfügt jeder Wahlvorstand des Kantons und der Gemeinde über ein oder mehrere elektronische Systeme zur Totalisierung der Stimmen, die in den von diesem Wahlvorstand abhängenden Wahlbüros abgegeben werden.

§ 2 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmen in gegenseitigem Einverständnis die Regeln nach denen die Kandidatenlisten auf den Bildschirmen der Wahlcomputer präsentiert werden.

Die elektronischen Wahlsysteme mit Papierbescheinigung, die elektronischen Systeme zur Totalisierung der Stimmen und die in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Wahlprogramme dürfen nur benutzt werden, wenn sie den in gegenseitigem Einverständnis von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen entsprechen, wobei diese Bedingungen zumindest die Zuverlässigkeit und Sicherheit des Systems und das Stimmgeheimnis gewährleisten.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft stellen diese Übereinstimmung nach Stellungnahme der Prüfstelle fest, die zu diesem Zweck von ihnen zugelassen worden ist.

Die Stellungnahme der zugelassenen Prüfstelle wird veröffentlicht.

Art. 12. § 1 - Die Modalitäten zum Ankauf sowie zum Unterhalt und zur Lagerung des in Artikel 11 § 1 erwähnten Systems werden von der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Für den Ankauf, den Unterhalt und die Lagerung der elektronischen Systeme zur Totalisierung auf dem Niveau der Wahlkantone werden die Modalitäten durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, gegebenenfalls mit den betroffenen Gemeinden, in einer Bestimmung festgelegt.

§ 2 - Für die Wahlen erforderliche Programme, Sicherheitscodes, Chipkarten, spezifisches Wahlpapier, das für den Ausdruck der Stimmzettel notwendig ist, und Datenträger werden bei jeder Wahl von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder von ihrem Beauftragten bereitgestellt.

Die Chipkarten, das Wahlpapier aus den Druckern oder das nicht verwendete Wahlpapier werden mit Angabe ihrer Herkunft in den Räumen der Gemeindeverwaltung aufbewahrt. In der Urne vorgefundene Stimmzettel, aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommene Stimmzettel, Stimmzettel, die vor Öffnung des Wahlbüros vom Vorsitzenden oder von den Mitgliedern des Wahlvorstandes zu Testzwecken erstellt wurden, und benutzte Datenträger werden mit Angabe ihrer Herkunft so lange bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz oder des Friedensgerichts aufbewahrt, bis die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist.

Art. 13. § 1 - Die folgenden Wahlkosten werden zur Hälfte von den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets und zur Hälfte von der Provinz Lüttich getragen:

1. Anwesenheitsgelder, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können;
2. Entschädigungen für Fahrkosten, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können,
3. Fahrkosten, die von Wählern eingereicht werden, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, unter den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis festgelegten Bedingungen,
4. Versicherungsprämien zur Deckung von körperlichen Schäden, die durch Unfälle von Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes entstehen. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen die Modalitäten der Deckung dieser Risiken in gegenseitigem Einverständnis fest.

§ 2 - Die Trennwände und Pulte gehen zu Lasten der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets, die sie entsprechend den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis genehmigten Mustern bereitstellen.

§ 3 - Alle anderen Wahlausgaben gehen zu Lasten der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets.

Art. 14. § 1 - Bei der Wahl der Mitglieder der Provinzial- und Gemeinderäte können die Parlamente der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft jeweils einen ordentlichen und einen stellvertretenden Sachverständigen bestimmen.

Diese Personen bilden das Sachverständigenkollegium.

§ 2 - Bei den Wahlen kontrollieren diese Sachverständigen die Benutzung und das reibungslose Funktionieren aller elektronischen Wahl- und Zählsysteme und die Verfahren in Bezug auf Herstellung, Verteilung und Benutzung der Apparate, Programme und elektronischen Datenträger. Die Sachverständigen erhalten das Material und alle Daten, Auskünfte und Informationen, die für eine Kontrolle der elektronischen Wahl- und Zählsysteme zweckdienlich sind.

Sie können insbesondere überprüfen, ob die Programme der Wahlapparate zuverlässig sind, die abgegebenen Stimmen durch die elektronische Urne korrekt übertragen wurden, die abgegebenen Stimmen korrekt totalisiert wurden, und ob das optische Lesen der abgegebenen Stimmen korrekt verlief.

Sie führen diese Kontrolle ab dem vierzigsten Tag vor der Wahl, am Wahltag selbst und nach der Wahl bis zur Hinterlegung des in § 3 erwähnten Berichtes aus.

§ 3 - Spätestens zehn Tage nach Abschluss der Wahl und auf jeden Fall vor Gültigkeitserklärung der Wahl, übermitteln die Sachverständigen der wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie dem wallonischen Parlament und dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Bericht. In ihrem Bericht können unter anderem Empfehlungen in Bezug auf Material und Programme, die benutzt wurden, enthalten sein.

§ 4 - Die Sachverständigen unterliegen der Geheimhaltungspflicht. Jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht wird gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft.

Abschnitt 2 — Elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung

Art. 15. Jede Wahlkabine des Wahlbüros ist mit einem Wahlcomputer ausgestattet.

Art. 16. § 1 – Bevor der Wähler sich in die Wahlkabine begibt, erhält er aus den Händen des Vorstandsvorsitzenden oder des vom Vorsitzenden bestimmten Besitzers eine Chipkarte, die zuvor vom Vorsitzenden oder Besitzer initialisiert worden ist und mit der der Wähler pro Wahl, zu der er aufgefordert worden ist, einmal seine Stimme abgeben kann.

§ 2 - Zwecks Stimmabgabe führt der Wähler erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Kartenleser des in der Wahlkabine installierten Wahlcomputers ein.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen in gegenseitigem Einverständnis die Reihenfolge fest, in der die Stimmabgaben erfolgen müssen.

Wenn die am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten dem Wähler die Wahl der Sprache für die Wahlverrichtungen lassen, dann wird dieser zuerst aufgefordert diese Wahl zu tätigen; diese ist, nach Bestätigung, definitiv für die Gesamtheit der Wahlverrichtungen.

§ 3 - In allen Fällen erscheinen die laufende Nummer und das Listenkürzel aller Kandidatenlisten auf dem Bildschirm.

Indem er auf den Berührungsbildschirm drückt, gibt der Wähler die Liste seiner Wahl an. Indem er weiß wählt, kann er ebenfalls angeben, dass er keiner der vorgeschlagenen Listen seine Stimme geben möchte.

Nachdem der Wähler eine Liste gewählt hat, erscheinen für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten, denen eine laufende Nummer vorangestellt ist, auf dem Bildschirm.

Der Wähler gibt seine Stimme ab, indem er auf dem Berührungsbildschirm:

1. auf das Feld am Kopf der Liste drückt, wenn er mit der Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten einverstanden ist;
2. auf die Felder neben dem Namen eines oder mehrerer Kandidaten derselben Liste drückt.

§ 4 - Nachdem der Wähler seine Stimme gemäß § 3 abgegeben hat, wird er um Bestätigung gebeten. Mit dieser Bestätigung ist die Stimmabgabe des Wählers für die betreffende Wahl abgeschlossen. Solange der Wähler seine Stimmabgabe nicht bestätigt hat, kann er diesen Wahlvorgang wiederholen.

§ 5 - Gegebenenfalls wird der Wähler danach durch eine Bildschirmanzeige aufgefordert, seine Stimme gemäß demselben Verfahren für die nächste Wahl abzugeben.

Art. 17. § 1 - Nachdem der Wähler für alle Wahlen seine Stimme abgegeben hat, wird ein Stimmzettel ausgedruckt und dem Wähler zur Verfügung gestellt.

§ 2 - In ein und demselben Wahlkreis müssen die Abmessungen des ausgedruckten Stimmzettels ungeachtet der Stimmabgabe des Wählers vollkommen gleich sein.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen in gegenseitigem Einverständnis diese Abmessungen für jeden Wahlkreis sowie die auf dem Stimmzettel gedruckten Angaben fest.

§ 3 - Der ausgedruckte Stimmzettel umfasst zwei Teile:

1. einen Teil, auf dem die Stimmabgabe des Wählers als zweidimensionaler Barcode vermerkt ist;
2. einen Teil, auf dem die Stimmabgabe des Wählers gegebenenfalls für jede Wahl in schriftlicher Form vermerkt ist. Der Teil mit dem schriftlichen Vermerk ist nur für Kontroll- und Auditzwecke bestimmt.

§ 4 - Dann faltet der Wähler seinen Stimmzettel gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen, um das Wahlgeheimnis zu wahren.

Der Vorstand achtet auf die Wahrung des Wahlgeheimnisses.

§ 5 - Der Wähler nimmt die Chipkarte aus dem dafür vorgesehenen Kartenleser heraus. Weder auf dem Wahlcomputer noch auf der Chipkarte werden Daten in Bezug auf die Stimmabgabe bewahrt.

Art. 18. Der Wähler hat die Möglichkeit, anhand eines spezifischen Lesegeräts, das ihm zur Verfügung steht, den in Artikel 17 § 3 Nummer 1 erwähnten Barcode auf einem Bildschirm zu visualisieren. Somit sieht er, ob der Inhalt dieses Barcodes der Stimmabgabe entspricht, die er für jede Wahl auf dem Bildschirm gemacht hat und die in schriftlicher Form auf dem Stimmzettel vermerkt ist.

Die Visualisierung erfolgt in der Reihenfolge, in der die Stimmen abgegeben worden sind. Bei dieser Visualisierung kann der Wähler seine Stimmabgabe nicht mehr ändern.

Art. 19. Der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, darf sich von einer Person seiner Wahl gemäß den in Buch I Titel III Kapitel III des vierten Teils des Kodex festgelegten Modalitäten begleiten oder helfen lassen.

Mangels einer Entscheidung für einen Begleiter seiner Wahl darf sich der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, vom Vorsitzenden oder von einem anderen von ihm bestimmten Vorstandsmitglied beistehen lassen, unter Ausschluss der Zeugen oder jeder anderen Person.

Wenn der Vorsitzende oder ein anderes Vorstandsmitglied das tatsächliche Vorhandensein dieser Schwierigkeiten anzweifelt, entscheidet der Vorstand, und sein mit Gründen versehener Beschluss wird im Protokoll vermerkt.

Art. 20. § 1 - Nachdem der Wähler seine Stimme abgegeben hat, verlässt er die Wahlkabine und begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer wie in Artikel 17 § 4 Absatz 1 erwähnt in der Mitte gefaltet ist, zur Urne.

Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem in Artikel 11 § 1 Absatz 4 erwähnten Wartebereich warten.

Anschließend händigt der Wähler dem Vorstandsvorsitzenden oder dem vom Vorsitzenden bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel dann in die Urne.

§ 2 - Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt:

1. wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat. Dies gilt auch, wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat;

2. wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat;

3. wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist;

4. wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm gemäß Artikel 18 feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt;

5. wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in Absatz 1 Nummern 1 und 2 erwähnten Fällen kann die Ungültigkeitserklärung nach einem entsprechenden Beschluss des Vorstands ausgesprochen werden.

In den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

Der Vorsitzende vermerkt auf den in Ausführung von Absatz 1 zurückgenommenen gefalteten Stimmzetteln den Hinweis "Zurückgenommener Stimmzettel" und paraphiert sie.

Art. 21. § 1 - Nach Abschluss der Wahl sorgt der Vorsitzende des Wahlbürovorstandes dafür, dass keine weiteren Stimmabgaben von der Wahlapparatur registriert werden können. Die Daten in Bezug auf die Stimmabgabe werden immer auf zwei Datenträger gespeichert.

Die Stimmzettel kommen anschließend in einen Umschlag oder einen dafür angepassten Träger, der versiegelt wird. Die Aufschrift dieses Umschlags gibt den Inhalt, das Datum der Wahl, das Wahlbüro und den Wahlkanton an. Der Umschlag wird auf der Rückseite vom Vorsitzenden, von den Vorstandsmitgliedern und von den Zeugen, sofern diese es wünschen, unterzeichnet.

Die Daten in Bezug auf die Stimmabgabe eines Wahlbüros dürfen nicht bekannt gemacht werden.

§ 2 - Zwei Datenträger werden erstellt, und zwar ein Original, das für den Wahlvorstand des Kantons bestimmt ist, und ein Original das für den Wahlvorstand der Gemeinde bestimmt ist.

Das für den Wahlvorstand des Kantons bestimmte Original gilt gleichzeitig als Kopie für den Wahlvorstand der Gemeinde und andersrum, falls das Lesen der für ihn aufgrund des vorhergehenden Absatzes bestimmten Kopie Schwierigkeiten bereiten sollte.

Art. 22. Die Datenträger kommen in einen Umschlag, dessen Aufschrift den Inhalt, das Datum der Wahl, das Wahlbüro und den Wahlkanton angibt. Der Umschlag wird versiegelt und auf der Rückseite vom Vorsitzenden, von den Vorstandsmitgliedern und von den Zeugen, sofern diese es wünschen, unterzeichnet.

Art. 23. Das Protokoll des Wahlbürovorstandes wird während der Sitzung aufgestellt. Pro Wahl wird die Anzahl registrierter Stimmabgaben, die Anzahl anwesender Wähler und die Anzahl Stimmzettel, die aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommen wurden, angegeben.

Weiter werden im Protokoll eventuelle Schwierigkeiten und Vorfälle während der Wahlverrichtungen vermerkt. Aufgrund von Artikel 20 § 2 zurückgenommene Stimmzettel einerseits und in Artikel 26 Absatz 1 Nummer 3 erwähnte Stimmzettel, die vor Öffnung des Wahlbüros für die Wähler vom Vorsitzenden oder von den Mitgliedern des Wahlvorstandes zu Testzwecken erstellt wurden, andererseits, kommen in getrennte, zu versiegelnde Umschläge, die dem Protokoll beigelegt werden.

Die Chipkarten und das Wahlpapier, das sich noch in den Wahldruckern befindet oder nicht verwendet wurde, kommen in einen zu versiegelnden Umschlag, der vom Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes einem vom Gemeindegremium der Gemeinde bestimmten Verantwortlichen übergeben wird. Diese letzte Handlung kann mit Hilfe dieses Verantwortlichen geschehen.

Art. 24. Das Protokoll, die beigelegten Umschläge, den Umschlag mit den in der Urne vorgefundenen Stimmzetteln und die Datenträger übergibt der Vorsitzende des Wahlbürovorstandes unverzüglich und gegen Empfangsbescheinigung dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes des Kantons, ausgenommen den Umschlag mit dem Original des Datenträgers, das für den Vorsitzenden des Wahlvorstandes der Gemeinde bestimmt ist, welcher dem Vorsitzenden dieses Wahlvorstandes von dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes oder einem von ihm bestimmten Beisitzer gegen Empfangsbescheinigung übergeben wird.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Stimmabgabe

Art. 25. In Wahlbüros mit elektronischem Wahlsystem mit Papierbescheinigung:

1. wird in Abweichung von Artikel L4143-3 § 1 und Artikel L4111-2 des Kodex die Höchstanzahl Wähler pro Wahlkabine auf 210 gebracht. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft können in gegenseitigem Einverständnis die Höchstanzahl Wähler pro Wahlkabine erhöhen, ohne die Grenze von 300 Wählern zu überschreiten;

2. bestehen in Abweichung von Artikel L4125-1 § 3 Nummer 1 und § 4 erster Satz, und Artikel L4125-5 § § 1 bis 4 des Kodex die Vorstände von Wahlbüros, in denen mehr als 800 Wähler eingetragen sind, neben dem Vorsitzenden und dem Sekretär aus einem beigeordneten Sekretär, der Erfahrung in Informatik aufweist, und aus fünf Beisitzern und fünf Ersatzbeisitzern; die Bestimmungen der Artikel 104 und 199 des Wahlgesetzbuches finden Anwendung auf den beigeordneten Sekretär;

3. werden in Abweichung von Artikel 142 Absätze 1 und 2 des Wahlgesetzbuches die Öffnungszeiten der Wahlbüros bis 15 Uhr verlängert.

In diesem Fall werden die Anwesenheitsgelder des Vorsitzenden und der anderen Mitglieder dieser Vorstände um fünfzig Prozent erhöht.

In dem in Absatz 1 Nummer 3 erwähnten Fall werden die Anweisungen durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in gegenseitigem Einverständnis für die Wähler angepasst.

Art. 26. In Wahlbüros mit elektronischem Wahlsystem mit Papierbescheinigung werden vor Öffnung des Wahlbüros für die Wähler folgende Verrichtungen vorgenommen:

1. Der Vorsitzende überprüft, ob der Kasten der Urne, der für die Aufnahme der durch die Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel bestimmt ist, leer ist, und er versiegelt die Urne;
2. Der Vorsitzende überprüft, ob der Zähler der Anzahl registrierter Stimmabgaben auf Null steht;
3. Der Vorsitzende oder die Vorstandsmitglieder nehmen auf jedem Wahlcomputer eine Teststimmabgabe vor, um zu überprüfen, ob der Wahlcomputer korrekt funktioniert. Die ausgedruckten Stimmzettel mit den Teststimmabgaben werden nur mit dem in Artikel 11 § 1 Absatz 1 Nummer 4 erwähnten Barcodeleser gelesen, der sich in einer der Wahlkabinen befindet; sie werden weder anhand der elektronischen Urne gescannt noch in diese Urne gesteckt. Diese Teststimmabgaben kommen in den dafür vorgesehenen Umschlag.

Neben den für die betreffende Wahl vorgeschriebenen Unterlagen wird ein Exemplar des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens im Wahlbüro und ein zweites Exemplar im Warteraum zur Verfügung der Wähler ausgelegt. In jedem Wahlbüro werden für jede der Wahlen alle Kandidatenlisten an einer zu diesem Zweck vorgesehenen Tafel angeschlagen. Diese Listen werden ebenfalls in jeder Wahlkabine ausgehängt.

Abschnitt 4 — Verrichtungen vor der Wahl

Art. 27. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft entwickeln in gegenseitigem Einverständnis die für die Wahlvorstände der Wahlkreise, die Wahlvorstände der Kantone und die Wahlbürovorstände bestimmten Wahlprogramme.

In der Woche nach dem Wahltag werden die Wahlprogramme auf der Internetseite der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft veröffentlicht.

Art. 28. § 1 - Unmittelbar nach dem endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten oder - bei Berufung - sobald der Vorstand den Beschluss des Appellationshofes oder des Staatsrates zur Kenntnis genommen hat, übermittelt der Vorsitzende des Wahlvorstandes der Gemeinde diese Listen und die diesen Listen zugeteilten Nummern der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Für die Provinzwahl übermittelt der Wahlvorstand des Wahldistrikts Eupen diese Daten an die Wallonische Regierung.

Die in Absatz 1 erwähnten Informationen können digital übermittelt werden, gemäß den von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegten Bedingungen.

§ 2 - Die Unterlagen mit allen laufenden Nummern und Kürzeln der vorgeschlagenen Listen und mit den Kandidatenlisten, so wie das Programm sie auf dem Bildschirm erscheinen lassen wird, werden dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstands der Gemeinde oder des Distrikts, entsprechend der jeweiligen Wahl, zur Billigung vorgelegt. Dieser überprüft die Übereinstimmung dieser Unterlagen mit dem Protokoll über den endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten. Jeder Vorsitzende bestätigt diese Unterlagen, nachdem er die eventuell erforderlichen Korrekturen hat anbringen lassen, und sendet der entsprechenden Regierung die bestätigten Unterlagen zurück.

Die entsprechende Regierung lässt sowohl die Datenträger, die für die Totalisierung der Stimmen durch die Wahlvorstände der Gemeinden, des Kantons oder des Distrikts, entsprechend der jeweiligen Wahl, bestimmt sind, als auch die Datenträger für die Wahlbürovorstände erstellen.

§ 3 - Diese pro Gemeinde-, Distrikt-, Kanton- und Wahlvorstand in einen versiegelten Umschlag gesteckten Datenträger werden den Vorsitzenden der Wahlvorstände der Gemeinde, des Distrikts und des Kantons mindestens drei Tage vor der Wahl gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Jeder Umschlag trägt als Aufschrift die Bezeichnung des betreffenden Vorstandes. Ein getrennter versiegelter Umschlag pro Vorstand, der den Vorsitzenden des Wahlvorstands der Gemeinde, des Distrikts und des Kantons ebenfalls gegen Empfangsbescheinigung übergeben wird, enthält die Sicherheitsangaben, die für die Benutzung der Datenträger erforderlich sind.

Der Vorsitzende des Wahlvorstands der Gemeinde händigt jedem Vorsitzenden der Wahlbürovorstände seines Bereiches am Tag vor der Wahl gegen Empfangsbescheinigung die ihn betreffenden Umschläge aus.

Die Umschläge mit den Datenträgern und die Umschläge mit den Sicherheitsangaben, die für die Wahlbürovorstände bestimmt sind, werden von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an die Vorsitzenden der Wahlvorstände der Gemeinden geschickt, die sich gemäß Absatz 2 um die Aushändigung dieser Umschläge an die Vorsitzenden der Wahlbürovorstände kümmern.

Abschnitt 5 — Verrichtungen zur Totalisierung der Stimmen

Art. 29. Unmittelbar nach Entgegennahme der Datenträger der Wahlbürovorstände nimmt - je nach Fall - der Vorsitzende des Wahlvorstands des Kantons oder der Gemeinde die Speicherung des Datenträgers auf den für die Totalisierung der Stimmen bestimmten Datenträger vor.

Wenn die Speicherung anhand des Datenträgers sich als unmöglich erweist, fordert der Vorsitzende des Wahlvorstands - je nach Fall - vom betreffenden Wahlvorstand der Gemeinde oder des Kantons die Bereitstellung seines originalen Datenträgers an und wiederholt den Speichervorgang anhand dieses Datenträgers.

Wenn auch dieser Vorgang sich als unmöglich erweist, fordert der Vorsitzende des Wahlvorstands von der betreffenden Gemeinde die Bereitstellung einer elektronischen Urne und eines für den Vorsitzenden bestimmten Computers wie in Artikel 11 erwähnt an. Er nimmt anhand des Lesegeräts der Urne eine komplette Einspeicherung der Barcodes vor, die sich auf den Stimmzetteln in dem in Artikel 21 § 1 Absatz 2 erwähnten Umschlag befinden.

Nach Beendigung der Einspeicherung des Wahlbüros steckt der Vorsitzende die Stimmzettel

wieder in den in Artikel 21 § 1 Absatz 2 erwähnten Umschlag und versiegelt ihn erneut. Anschließend speichert er den so angefertigten neuen Datenträger ein.

Art. 30. Der Vorsitzende des Wahlvorstands des Kantons beziehungsweise der Vorsitzende des Wahlvorstands der Gemeinde kann die von den Listen erzielten Teilergebnisse nach Einspeicherung von mindestens zehn Wahlbüros und anschließend von jeweils zehn weiteren Wahlbüros verkünden, bis alle Wahlbüros eingespeichert worden sind.

Art. 31. Wenn die Ergebnisse aller Wahlbüros eingespeichert und totalisiert worden sind, drucken der Vorsitzende des Wahlvorstands des Kantons und der Vorsitzende des Wahlvorstands der Gemeinde das Protokoll und die Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählung aus, deren Muster in gegenseitigem Einverständnis von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt werden.

Art. 32. § 1 - Das Protokoll und die Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählung, die vom Vorsitzenden, von den anderen Mitgliedern und von den Zeugen des Wahlvorstands unterzeichnet werden, kommen in einen zu versiegelnden Umschlag, dessen Aufschrift den Inhalt angibt.

Dieser Umschlag und die Umschläge mit den Protokollen der Wahlbüros werden in ein zu versiegelndes Paket zusammengeschlossen, das der Vorsitzende des Wahlvorstands binnen vierundzwanzig Stunden - je nach Fall - folgenden Personen zukommen lässt:

1. dem Vorsitzenden des Wahlvorstands des Distrikts für die Wahl des Provinzialrates;
2. der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Wahl der Mitglieder des Gemeinderates.

§ 2 - Die Datenträger der Wahlbüros und die vom Wahlvorstand für die Totalisierung der Stimmen benutzten Datenträger werden den von der Wallonischen Regierung und von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragten Beamten gegen Empfangsbescheinigung übergeben, sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist. Diese Beamten löschen die Datenträger und halten schriftlich fest, dass dies geschehen ist.

§ 3 - Sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist, werden die in den Urnen vorgefundenen Stimmzettel, die bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz oder des Friedensgerichts aufbewahrt werden, vernichtet.

§ 4 - Sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist, werden die zurückgenommenen Stimmzettel und die zu Testzwecken erstellten Stimmzettel, die bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz oder des Friedensgerichts aufbewahrt werden, vernichtet.

§ 5 - Sobald die Wahl definitiv für gültig oder ungültig erklärt worden ist, wird das Wahlpapier

aus den Druckern von einem Beamten der Gemeindeverwaltung, in der dieses Papier aufbewahrt wird, vernichtet. Über diese Vernichtung wird ein Protokoll erstellt.
Abschnitt 6 — Schlussbestimmungen

Art. 33. Die Nachahmung von Datenträgern, Stimmzetteln und Chipkarten wird als Fälschung öffentlicher Urkunden bestraft.

Art. 34. Artikel 200 des Wahlgesetzbuches findet Anwendung auf die betrügerische Änderung der Wahl- und Totalisierungssysteme und von Datenträgern, Chipkarten und Stimmzetteln.

Art. 35. Auf Wahlkantone, in denen ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung eingeführt ist, finden folgende Bestimmungen keine Anwendung: die Artikel L4143-21 §§ 1 bis 6, L4143-23, L4143-28 § 1, L4125-12 § 5, L4125-13, L4144-2, L4144-3 bis 8, L4144-9 bis 12, L4142-38 §§ 1 und 4, L4111-2, L4143-1 und 2, L4125-12 § 4, L4144-6, L4143-1 und 2, und L4144-6 Absatz 1 des Kodex.

Art. 36. § 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Abkommens ist in Artikel L4145-3 § 1 Absatz 2 und L4145-12 § 1 des Kodex das Wort "Stimmzettel" durch das Wort "Stimmabgaben" zu ersetzen.

§ 2 - Die Artikel 204, 205 und 206 des Wahlgesetzbuches sind auf die in den Artikeln 33 und 34 erwähnten Verstöße anwendbar.

Art. 37. Auf Gemeindewahlkollegien, in denen ein elektronisches Wahlsystem mit Papierbescheinigung eingeführt ist, finden folgende Bestimmungen keine Anwendung:

1. die Artikel L4142-38 § 1, § 2 Absatz 2 und §§ 3 und 4, L4142-41 § 1, L4143-21 §§ 1 und 4 bis 7, L4143-27, L4144-3 bis 13 des Kodex;
2. die Bestimmungen in Buch I des vierten Teils des Kodex, soweit sie die Stimmzettel und Zählbürovorstände betreffen.

Art. 38. In gegenseitigem Einverständnis passen die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Wahlen auf der Ebene der Wahlkantone und Wahlkollegien der Gemeinden die Anweisungen für den Wähler an.

KAPITEL 4 — Weiterverfolgung und Bewertung

Art. 39. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft richten einen Begleitausschuss und Knowhow-Austauschdienste zur Unterstützung der ordnungsgemäßen Verwaltung dieser gleichzeitigen Wahlen im Interesse aller an diesen Prozessen Beteiligten (Wähler, Gemeinden, Wahlbüros) ein.

Dieser Begleitausschuss wird ebenfalls mit der Ausarbeitung der Durchführungsmaßnahmen, deren Inhalt die Regierungen präzisieren, beauftragt.

Art. 40. Die Ausführung dieses Zusammenarbeitsabkommens wird Gegenstand einer gemeinsamen Evaluierung durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, welche Bestandteil des Berichts gemäß Artikel L4146-24 des Kodex ist.

Geschehen zu Namur am 30. März 2017 in sechsfacher Originalausfertigung in französischer und in deutscher Sprache.

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident
O. PAASCH

Die Vizeministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus
I. WEYKMANS

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen
P.-Y. DERMAGNE